

Prise de parole commune CGT, FO, FSU, Solidaires Allier Jeudi 26 mai 2016

Aujourd'hui, jeudi 26 mai 2016, nous sommes de nouveau rassemblés pour exiger le retrait de la loi El Khomri.

Depuis plus de deux mois, nos organisations syndicales, dans l'unité, sont mobilisées avec les salariés, les jeunes, les sans-emplois et les retraités.

La mobilisation se maintient à un niveau élevé avec des grèves, des manifestations dans différents secteurs qui s'ajoutent aux 8 journées de mobilisations et de grèves interprofessionnelles nationales.

Le gouvernement comptait sur l'essoufflement du mouvement. Il n'en est rien.

Le recours au 49-3 lui a peut-être même redonné un second souffle.

La mobilisation s'élargit et s'enracine.

Les arrêts de travail se multiplient, notamment chez les cheminots, les routiers, les dockers, dans les raffineries où l'on compte maintenant de forts taux de grévistes.

Les appels à des grèves reconductibles se multiplient.

Chaque jour, partout en France, des actions ciblées ont lieu. Dans l'Allier, plusieurs opérations militantes ont eu lieu à Montmarault, Toulon sur Allier et Vichy. Nos militants CGT et FO ont reçu le soutien des usagers, preuve s'il en est que l'opinion publique reste massivement opposée à ce texte et soutient le mouvement.

Non, nous ne sommes pas une minorité comme l'assène nos politiques de tous bords et les médias.

Cette loi, nous n'en voulons pas.

Malgré quelques reculs obtenus après les mobilisations, la philosophie du texte est toujours la même. Les problèmes de fond demeurent et notamment le point clé : l'inversion de la hiérarchie des normes qui modifierait la manière dont serait organisée la négociation collective. Aujourd'hui, la France est le premier pays au monde pour la couverture conventionnelle des salariés avec 90% des salariés français

couverts par une convention collective. Le rôle de la branche est essentiel. Si l'accord d'entreprise prévalait, la compétitivité acharnée des entreprises ferait exploser l'exploitation des salariés. On sait que les donneurs d'ordre font régulièrement pression sur leurs sous-traitants pour qu'ils baissent leur prix. Demain, ils exigeront des baisses au travers d'heures supplémentaires payées au plus bas, et seulement majorées de 10 %, ce qui ne peut se faire aujourd'hui, les accords de branches prévalant sur l'accord d'entreprise. Les pays qui se sont livrés à cela, comme l'Allemagne, font machine arrière et redonnent le pouvoir aux branches.

Mais le gouvernement s'entête. Mieux, son ministre Macron déclarait hier qu'il faut aller plus loin que la loi El Khomri, qu'il faut élargir la négociation au niveau de l'entreprise à d'autres domaines (entre autres, salaires...) et ce même ministre demande aux patrons de ne pas augmenter les salaires.

Jusqu'où ira ce gouvernement dans la provocation ? Que cherche-t-il ?

Les dispersions des manifestants et grévistes avec gaz lacrymogènes, canons à eau deviennent courantes. Les interventions des forces de l'ordre sont violentes, comme nous avons pu le constater devant les raffineries, sur les axes routiers, dans les entreprises et les locaux syndicaux.

Les provocations se multiplient.

Les médias, aux ordres du gouvernement et du patronat dénoncent la participation des fonctionnaires à ce mouvement de contestation expliquant que cela ne les concernent pas...

Mais les salariés du public ont bien compris que ce n'était pas le cas : cette loi les concerne.

Personne ne peut imaginer que la fonction publique sera épargnée si la loi demeurerait. Si les conventions collectives disparaissaient dans le privé, comment les garanties statutaires du public pourraient-elles demeurer ?

La solidarité interprofessionnelle public/privé qui est forte aujourd'hui fait peur à ce gouvernement et à ses soutiens.

Le président et son gouvernement affirment avec une arrogance qui cache leur faiblesse et leur isolement qu'ils ne céderont pas et ne retireront pas le texte.

Ne nous laissons pas intimider ! Nous n'avons pas l'intention d'arrêter. Nous devons continuer de nous mobiliser pour le retrait de cette loi.

De nombreux appels à la grève reconductibles sont lancés dès la semaine prochaine dans les secteurs « clés » de l'économie.

D'ores et déjà, une grande manifestation nationale interprofessionnelle est annoncée à Paris, le 14 juin 2016, au moment où le débat commencera au Sénat.

Organisons-nous, dès maintenant, pour être des milliers et des milliers dans les rues, à Paris. D'autres dates de fortes mobilisations sont prévues avant cela pour maintenir la pression.

Notre détermination n'est pas entamée, elle se renforce chaque jour.

Nous avons raison. Ils ont tort.

Nous sommes près du but et nous allons gagner.

Le retrait du projet de loi est à portée de main.